

**Point de presse de la porte-parole -  
Tourisme/Intervention de M.  
Jean-Yves Le Drian devant l'Union  
des métiers et des industries de  
l'hôtellerie - Nations unies/Élection  
de Ronny Abraham à la Cour  
internationale de justice - Syrie -  
Hezbollah**

(Paris, 21 novembre 2017)

Au point presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations et a répondu aux questions suivantes :

1 - Tourisme - Intervention de M. Jean-Yves Le Drian devant l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie (Reims, 21 novembre 2017)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, interviendra le 21 novembre au 65ème congrès de l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie à Reims. Il y sera accueilli par son président, M. Roland Héguy. L'UMIH est membre du conseil interministériel du tourisme.

M. Jean-Yves Le Drian exposera sa stratégie pour atteindre l'objectif à l'horizon 2020 de 100 millions de touristes internationaux et de 50 milliards de recettes. Il insistera sur la contribution des services publics à la structuration d'une offre touristique française de qualité et à l'amélioration de la promotion de cette offre auprès des clientèles nationales et internationales. La hausse de la fréquentation touristique de notre pays se confirme, puisque ce sont approximativement 89 millions de touristes internationaux qui devraient avoir visité la France en 2017.

Le ministre a réuni le 10 octobre le conseil de pilotage du tourisme qui réunit les acteurs du secteur. Il leur a présenté alors ses propositions de mesures concrètes pour le développement de la connectivité de nos destinations, de la promotion et de la sécurisation du parcours touristique.

M. Jean-Yves Le Drian participera au prochain comité interministériel du tourisme, le 19 janvier, sous la présidence du Premier ministre, avant la troisième édition de la conférence annuelle du tourisme au printemps.

2 - Nations unies - Élection de Ronny Abraham à la Cour internationale de justice (9 novembre 2017)

L'élection à la Cour internationale de justice a vu la désignation pour un mandat de neuf ans de MM. Ronny Abraham (France), Abdulqawi Ahmed Yusuf (Somalie), Antônio Augusto Cançado Trindade (Brésil), Nawaf Salam (Liban) et Dalveer Bhandari (Inde). La France adresse ses félicitations aux juges nouvellement élus ou réélus. Elle se félicite, en particulier, de la réélection de M. Ronny Abraham, président en exercice de la Cour, acquise dès la première séance de vote, avec une unanimité de 15 voix lors de tous les tours de scrutin au conseil de sécurité et le nombre de votes le plus élevé lors de chacun des six tours organisés à l'Assemblée générale. Elle salue également la contribution du juge Greenwood aux travaux de la Cour internationale de justice.

L'attachement de la France à la Cour internationale de Justice tient à l'importance de l'organe judiciaire principal des Nations unies ainsi qu'aux responsabilités de notre pays en tant que membre permanent du conseil de sécurité.

Créée par la Charte des Nations unies, la Cour internationale de justice est l'organe judiciaire principal des Nations unies. Sa mission est de régler, conformément au droit international, les différends qui lui sont soumis par les États et de donner des avis consultatifs sur les questions juridiques soulevées par les organes et les institutions spécialisées de l'ONU. Sa mission est donc au coeur du règlement pacifique des différends, principe consacré par la Charte des Nations unies. Ses décisions lient les États qui lui soumettent un différend.

3 - Syrie

Q - Avez-vous des éléments qui démontrent qu'une attaque chimique s'est déroulée dans la Ghouta orientale en Syrie samedi ?

R - Nous avons pris connaissance avec préoccupation des informations faisant état d'une possible attaque chimique dans la Ghouta orientale le 18 novembre.

Compte tenu de la gravité qu'une telle attaque représenterait, nous suivons attentivement la situation et attendons l'expertise des mécanismes d'enquête internationaux opérationnels, en premier lieu la mission d'établissement des faits (FFM).

Face à ce type de situation, la communauté internationale doit avoir tous les moyens de comprendre et d'établir les responsabilités. C'est pourquoi nous regrettons vivement que la Russie ait décidé de mettre un terme au mécanisme d'enquête conjoint des Nations unies et de l'OIAC (JIM) au conseil de sécurité des Nations unies. La France condamne fermement toute violation de la convention d'interdiction des armes chimiques et en particulier tout emploi de telles armes

Q - Estimez-vous que la démission de Riyad Hijab soit une bonne chose ?

R - Nous prenons acte de la décision de M. Riyad Hijab de démissionner de sa fonction de

coordinateur du Haut comité syrien pour les négociations. Nous saluons l'action qu'il a menée au sein de l'opposition en vue de parvenir à une solution politique en Syrie.

Nous espérons que la réunion qui se tiendra à partir de demain à Riyad permettra à l'opposition de se restructurer sur une base unifiée, crédible et pragmatique et de se mettre en situation de prendre part dans les meilleures conditions à la prochaine session de pourparlers à Genève.

Ces discussions doivent être l'occasion d'avancer sur la voie d'une solution politique inclusive à la crise syrienne, dans le cadre de la résolution 2254 du conseil de sécurité des Nations unies.

#### 4 - Hezbollah

Q - La Maison Blanche a insisté ce weekend sur la nécessité de travailler avec ses alliés pour contrer les activités déstabilisatrices du Hezbollah. Est-ce que vous êtes sur la même ligne ?

R - Les exigences de la France à l'égard du Hezbollah sont connues. Conformément aux résolutions pertinentes du conseil de sécurité, nous attendons qu'il renonce aux armes et se comporte comme un parti pleinement respectueux de la souveraineté de l'État libanais. Nous considérons également que la stabilité du Liban nécessite qu'il reste à l'écart des tensions dans la région. Nous considérons donc que l'implication du Hezbollah dans la guerre en Syrie est dangereuse et rappelons notre attention prioritaire à la sécurité le long de la ligne bleue, à la frontière du Liban et d'Israël.

Dans ce moment délicat, nous poursuivons notre dialogue avec tous les partis libanais et les encourageons à s'entendre sur le bon fonctionnement des institutions de l'État car il est indispensable à la stabilité du Liban./.